Envoyé en préfecture le 16/04/2024

Reçu en préfecture le 16/04/2024 526

REPUBLIQUE FRANCAISE

Arrondissement de Bordeaux

ID: 033-213301229-20240411-DELIB09\_2\_2024-DE

MAIRIE DE

BP 9 – 33611 CESTAS CEDEX

www.mairie-cestas.fr Tel: 05 56 78 13 00 Fax: 05 57 83 59 64

**CONSEILLERS EN EXERCICE: 33** 

NOMBRE DE PRESENTS: 22 NOMBRE DE VOTANTS: 30

L'an deux mille vingt-quatre, le 11 avril, à 18 heures 30, le Conseil Municipal légalement convoqué le 5 avril, s'est assemblé à la salle du conseil municipal à l'hôtel de ville à CESTAS (33610), sous la présidence de Pierre DUCOUT, Maire.

**PRESENTS:** Mesdames et Messieurs DUCOUT, AUBRY, BAVARD, BETTON, BINET, BOUSSEAU, CERVERA, CHIBRAC, COMMARIEU, DESCLAUX, GASTAUD, LANGLOIS, MERCIER, MOUSTIE, PUJO, RECORS, REMIGI, RIVET, STEFFE, BAUCHU, OUDOT et ZGAINSKI.

ABSENTS: Mesdames APPRIOU, COUBIAC et Monsieur PILLET.

ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION: Mme ACQUIER à Mme BINET, M. CELAN à M. DUCOUT, Mme HUIN à Mme BAVARD, Mme LAMBERT-RIFFLART à M. MERCIER, Mme LANGEL à M. CERVERA, Mme MOREIRA à M. ZGAINSKI, Mme REVERS à Mme GASTAUD, Mme SILVESTRE à M. PUJO.

## SECRETAIRE DE SEANCE :

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein même du Conseil. Madame BINET ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptés.

La convocation du Conseil Municipal a été affichée en Mairie, conformément à l'article 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, et le compte rendu de la présente séance sera affiché conformément à l'article L.2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le procès-verbal de la séance précédente est adopté à l'unanimité.

## SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 11 AVRIL 2024-DELIBERATION N°2/9.

Réf: finances TT /7.1.2

## OBJET: VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2023 DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Monsieur RECORS, Président de séance, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2023 dressé par Monsieur Pierre DUCOUT, Maire, après s'être fait présenter le budget primitif, les décisions modificatives et les virements de crédits de ce service pour l'exercice considéré, lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

Libelle	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
Résultats reportés			457 031,95		457 031,95	
Opérations de l'exercice 2023	160 718,65	191 757,83	711 971,95	487 380,96	872 690,60	679 138,79
Totaux	160 718,65	191 757,83	1 169 003,90	487 380,96	1 329 722,55	679 138,79
Résultat de clôture		31 039,18	681 622,94		650 583,76	
Restes à réaliser			63 007,44		63 007,44	
Totaux cumulés	160 718,65	191 757,83	1 232 011,34	487 380,96	1 392 729,99	679 138,79
Résultats définitifs		31 039,18	744 630,38		713 591,20	

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

RECONNAIT la sincérité des restes à réaliser.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 24 voix pour (Monsieur le Maire ayant quitté salle, ne participe pas au vote et ne vote pas pour son mandant) et 4 abstentions (Groupe Demain CESTAS).

- Adopte le compte administratif 2023 du budget annexe de l'assainissement

## POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE SECRETAIRE DE SEANCE

LE MAIRE

Pierre DUCOU

Le Maire.

 Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de la réception en Préfecture le 16/04/2024

et de sa publication sur le site internet de la commune le 16/04/2024

 Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication.